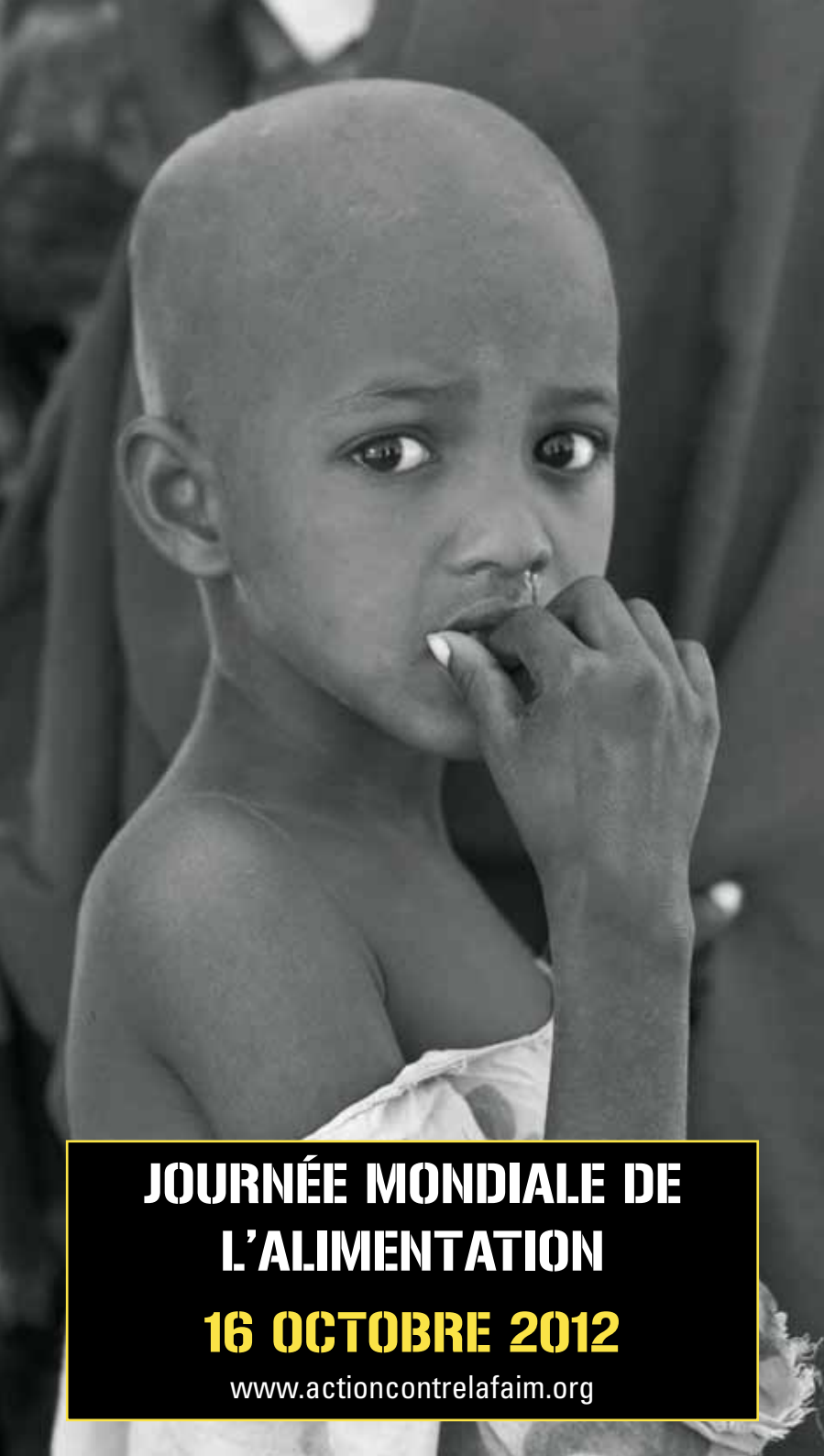




**JOURNÉE MONDIALE DE
L'ALIMENTATION**

16 OCTOBRE 2012

www.actioncontrelafaim.org

SCÈNE DE CRIME



**CHAQUE JOUR, 10 000 MORTS.
LE MEURTRIER COURT TOUJOURS.**



#scenedecrime



actioncontrelafaim



actioncontrelafaim.org



I. INTRODUCTION : ARRETONS LE MASSACRE !

II. MARCHES AGRICOLES : VARIATIONS FATALES

III. URGENCE NUTRITION

IV. CONCLUSION : À QUAND L'ACTION ?

FOCUS

- LES FOYERS FACE À LA HAUSSE DES PRIX

RAPPELS

- LA SOUS-NUTRITION, FLÉAU MEUTRIER
- LA SOUS-NUTRITION : OÙ FRAPPE-T-ELLE ?

Depuis plusieurs mois, le spectre d'une nouvelle envolée des prix agricoles plane à nouveau. Les perspectives de récoltes médiocres aux États-Unis, en Russie ou encore en Ukraine alimentent la crainte de voir, comme en 2008, la hausse des prix précipiter des milliers de personnes dans la faim.

Le gouvernement français a relayé l'alerte. « *La hausse des prix des céréales et des oléagineux constatée sur les marchés mondiaux ces derniers mois a pris des proportions inquiétantes. Elle est susceptible de mettre en péril la sécurité alimentaire des pays les plus pauvres¹* », a mis en garde le Ministère de l'agriculture, appelant les ministres du G20 agricole qui doivent se réunir à Rome à la mi-octobre, à se pencher sur la volatilité des prix alimentaires et la réponse aux urgences.

- Alors que les hausses de prix alimentaires ralentissent les progrès effectués dans la lutte contre la faim,
- Alors que l'envolée des prix alimentaires de 2008 et de l'effondrement économique mondial ont fait basculer 115 millions de personnes dans la pauvreté et la faim²,
- Alors que la crise alimentaire du Sahel, avec son lot de victimes, vient de rappeler douloureusement la nécessité de prendre au plus vite des mesures de prévention et d'atténuation des crises alimentaires.

OUI, il est urgent de prendre des mesures limitant la volatilité des prix et assurant l'accès de chacun à l'alimentation

NON, il ne suffit pas d'assurer la sécurité alimentaire.

IL FAUT :

- FAIRE DE LA SÉCURITÉ NUTRITIONNELLE UN OBJECTIF PRIORITAIRE DES POLITIQUES mises en place : assurer non seulement l'accès à une nourriture en quantité suffisante, mais également l'accès à une nourriture saine et nutritive, qui seule permet de se maintenir en bonne santé.
- ASSURER QUE TOUTES LES PERSONNES SOUS-NUTRIES AIENT ACCÈS AU TRAITEMENT NÉCESSAIRE.

Aujourd'hui, **10 000** enfants et femmes meurent par jour des conséquences de la sous-nutrition. Une véritable hécatombe, d'autant plus révoltante que ces enfants pourraient être sauvés, grâce à des **traitements efficaces** et **peu coûteux** qui ont déjà fait leurs preuves.

1. http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/Le_plan_d_action_Hausse_des_prix_des_ce_re_ales_cle0c3942.pdf
2. FAO : <http://www.fao.org/isfp/generalites/fr/>

LA SOUS-NUTRITION EST L'UN DES PLUS GRANDS « SERIAL KILLERS » DE NOTRE TEMPS, en cause dans plus d'1/3 des décès d'enfants âgés de moins de cinq ans. Mais, trop silencieuse, elle focalise peu l'attention d'un monde trop habitué à considérer ce fléau comme une fatalité. Pourtant on dispose aujourd'hui de moyens efficaces et peu coûteux pour traiter la sous-nutrition, y compris dans sa forme la plus grave.

**Laisser cette situation durer, laisser ces enfants sans assistance, alors qu'on a les moyens de les sauver est un CRIME.
Le monde le laissera-t-il ce crime se perpétrer éternellement ?**

Pour dénoncer ce crime, à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation (16 octobre), ACF organise

LE 15 OCTOBRE À PARIS

de 10h à 16h Place Saint-Sulpice

& LE 20 OCTOBRE DANS 30 VILLES DE PROVINCE

UNE IMMENSE SCÈNE DE CRIME

À terre et aux quatre coins de la France, **10 000 silhouettes**, celles des corps des 10 000 victimes quotidiennes de **l'un des plus grands tueurs en série : la sous-nutrition**. Reconstituée au cœur de votre ville, une scène de crime telle que vous la voyez dans une série policière ou au cinéma :

• Des corps au sol • Des enquêteurs • De la rubalise • Des médecins légistes • Des journalistes

CE N'EST PAS UNE FICTION, MAIS UNE RÉALITÉ QUOTIDIENNE, SOMBRE ET CRUELLE.

Alors que le traitement contre la sous-nutrition **existe**, alors qu'il est **efficace** et **peu coûteux**, 10 000 enfants et femmes par jour meurent des conséquences de la sous-nutrition, faute d'être traités.

METTONS FIN À CE CRIME !

**POUR CONNAÎTRE LE LIEU DE L'ÉVÉNEMENT
DANS VOTRE VILLE :**

www.actioncontrelafaim.org
T : 01 43 35 82 21
@juliabelusa
@chrislionnet

**POUR RELAYER L'ÉVÉNEMENT, POUR FAIRE AVANCER
LA LUTTE CONTRE LA FAIM**



#scenedecrime



actioncontrelafaim

POUR LES JOURNALISTES :
VEZ VOIR UNE DES PLUS GRANDE
SCÈNE DE CRIME DE NOTRE TEMPS
Sur place, autour de la scène du crime :
des spécialistes de la sous-nutrition vous parleront du fléau.
Pour les journalistes radios et télé :
une ambiance de scène de meurtre...

Si 10 000 personnes mourraient en une journée dans un tsunami ou une attaque terroriste, la nouvelle ferait la une partout dans le monde...

**LE MEURTRIER
COURT TOUJOURS.**

S'oriente-t-on vers un « 2008 bis », année où l'envolée des prix alimentaires et l'effondrement économique avaient généré les fameuses émeutes de la faim ?

Au mois d'août, l'indice FAO des prix des céréales a atteint en moyenne 260 points (+ 17% par rapport à juin) et n'était plus qu'à 14 points de son record absolu d'avril 2008 de 274 points.

Facteur d'inquiétude : cette tendance à la hausse intervient alors que de nombreuses populations sont aujourd'hui encore fragilisées par les suites de la crise de 2008 et le très haut niveau des prix maintenu depuis lors. Certaines ont aussi été frappées par des épreuves récentes : **crise alimentaire au Sahel en 2011-2012 ; dans la Corne de l'Afrique en 2011**. Cependant, **si la situation est préoccupante, « ce n'est pas encore la crise »**, comme l'a souligné José Graziano da Silva, directeur général de la FAO

- Parce qu'une stabilisation des prix en hausse (soja, maïs, blé) n'est pas exclue
- Parce que le riz, la céréale la plus consommée dans les pays en développement, n'a pas connu d'augmentation à ce jour
- Parce que les prix mondiaux actuels, s'ils se maintiennent, ne se répercuteront dans l'assiette des consommateurs que dans 6 mois environ : Les céréales achetées aujourd'hui sur le marché mondial seront utilisées en moyenne dans 3 mois par les éleveurs et les industriels agro-alimentaires, qui les transformeront à leur tour...

FAUDRA-T-IL ATTENDRE DE NOUVELLES EMEUTES DE LA FAIM POUR QUE DES POLITIQUES EFFICACES ET D'AMPLEUR SOIENT MISES EN PLACE ?

FAUDRA-T-IL ATTENDRE QUE L'ENVOL DES PRIX GONFLE LE NOMBRE D'ENFANTS SOUS-NUTRIS POUR PRENDRE LES MESURES QUI S'IMPOSENT ?

Il faut dès à présent préparer les réponses d'urgence qui seront nécessaires si l'augmentation des prix alimentaires se poursuit et met les ménages en insécurité alimentaire : distributions ciblées, transferts monétaires...

Mais il faut également œuvrer sur le long terme pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous, de façon à renforcer la résilience en cas de perturbations sur les marchés (voir page 8) ou de choc affectant l'accès à la nourriture (sécheresse, conflit etc).

5 MOYENS POUR COMBATTRE LA VOLATILITÉ DES PRIX

Les ministres de l'agriculture du G20 qui devraient se réunir à Rome à la mi-octobre et les gouvernements doivent donner des impulsions fortes. Il faut :

- **AUGMENTER LES STOCKS NATIONAUX ET RÉGIONAUX DE CÉRÉALES**, qui jouent un rôle régulateur en permettant de limiter ou retarder l'influence d'un choc (ex : sécheresse) sur les prix.
- **LIMITER LA PRODUCTION DES AGROCARBURANTS**, qui empêchent une partie de la production agricole disponible d'être consommée comme alimentation et dope les prix alimentaires.
- **AUGMENTER LA PRODUCTION AGRICOLE EN INVESTISSANT DANS LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION** par le biais des États, du secteur privé et des producteurs eux-mêmes.
- **RÉGULER LA SPÉCULATION SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES**. Pour cela, plusieurs pistes : limiter les prises de positions qu'un acteur peut prendre sur les marchés financiers agricoles; créer une taxe sur les transactions portant sur les produits financiers complexes (produits dérivés) basés sur des matières premières agricoles. CEPENDANT cette réglementation doit aller de pair avec la consolidation par les États des mécanismes permettant d'éviter que les prix mondiaux ne se répercutent directement sur les marchés nationaux (ex : stocks nationaux ou régionaux ; subventions alimentaires).
- **ACCÉLERER LA MISE EN OEUVRE DES MESURES DU PLAN G20 DE LUTTE CONTRE LA VOLATILITÉ DES PRIX ADOPTÉ EN 2011 !**
 - ▶ Le Forum de Réaction Rapide (FRR), instance de coordination internationale a été créé à l'initiative du G20 de 2011, afin de favoriser une réponse coordonnée à une menace de crise alimentaire. Il doit pouvoir se réunir rapidement et faire preuve de sa réactivité : la crédibilité et la capacité du G20 à agir contre la volatilité des prix est en jeu.
 - ▶ Le système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) a été créé pour harmoniser les statistiques fournies par les divers acteurs pour obtenir une vue synthétique des marchés en améliorant la transparence. Mais aujourd'hui, il est toujours en cours de développement alors qu'il peut jouer un rôle majeur d'analyse.

Ces mesures doivent s'accompagner d'un renforcement des programmes de protection sociale qui garantissent un filet de sécurité en temps de crise aux personnes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (distributions alimentaires ciblées, transferts monétaires).



Aux États-Unis, les quotas d'incorporation d'agrocarburants dans les carburants traditionnels utilisent une jusqu'à **40% de la production de maïs pour la production de carburant !**



URGENCE NUTRITION

La hausse des prix n'est pas la seule coupable du fléau qui, chaque jour, hôte la vie à des milliers de personnes, la sous-nutrition. Pour y mettre fin, il ne suffit pas d'assurer la sécurité alimentaire par une régulation des prix et l'augmentation de la production agricole. Il faut :

- **Assurer que les politiques agricoles, de sécurité alimentaire et de développement fassent de l'impact nutritionnel un objectif prioritaire** : assurer l'accès à une nourriture en quantité mais aussi en qualité et diversité suffisante, permettant de maintenir le corps en bonne santé.
- **Assurer que toutes les personnes sous-nutries aient accès à un traitement.**

DÉCÉDÉS FAUTE DE TRAITEMENTS

Aujourd'hui, moins de 10% des enfants atteints de sous-nutrition aiguë sévère ont accès à un traitement.

POURQUOI ? Plusieurs freins expliquent le manque d'accès aux soins, notamment :

- **LA MÉCONNAISSANCE DE LA MALADIE, DE SES SYMPTÔMES ET DE LA FAÇON DONT ELLE DOIT ÊTRE SOIGNÉE** : aujourd'hui la sous-nutrition aiguë sévère n'est pas reconnue pleinement comme une maladie ; méconnue, elle est peu et mal diagnostiquée ;
- **LES MOYENS MIS EN PLACE POUR LA COMBATTRE SONT DONC INSUFFISANTS** : formation du personnel et matériel sommaires voire inexistantes, structures de prise en charge trop rares et souvent surchargées...
- **LES DIFFICULTÉS D'ACCÈS SONT IMPORTANTES** : centres nutritionnels trop éloignés, manque de moyens de locomotion pour y parvenir...
- **LE COÛT DE L'ACCÈS AU TRAITEMENT EST SOUVENT PROHIBITIF** : la gratuité du traitement est de ce fait essentielle. Cependant, le fait d'emmener un enfant malade dans un centre nutritionnel peut représenter d'autres coûts : transport, frais de vie hors du domicile habituel... L'impossibilité pour de nombreuses mères de laisser seuls leurs autres enfants pour accompagner le malade dans un centre parfois éloigné peut également empêcher l'accès aux soins...

Alors que plus d'1/3 des décès d'enfants âgés de moins de cinq ans sont liés à la sous-nutrition

**IL EST INDISPENSABLE QUE LES ÉTATS ET LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE SE MOBILISENT
POUR ASSURER UNE MEILLEURE PRÉVENTION ET UN ACCÈS UNIVERSEL
AU TRAITEMENT DE LA SOUS-NUTRITION.**

UNE MALADIE FACILE À SOIGNER

La forme la plus grave de sous-nutrition, la sous-nutrition aiguë sévère, est une maladie. Cependant elle se soigne efficacement et à faible coût. Les progrès effectués ces dernières décennies permettent à présent de traiter la majorité des enfants atteints de sous-nutrition chez eux, alors qu'il y a peu de temps encore, ce traitement n'était dispensé que dans les centres de santé, ce qui en limitait la portée. **Cette avancée a été rendue possible grâce aux :**

3 RÉVOLUTIONS DE LA LUTTE CONTRE LA SOUS-NUTRITION

• 1^{ÈRE} RÉVOLUTION (ANNÉES 90) :

La mise au point de traitements adaptés, notamment les laits thérapeutiques, a des effets spectaculaires : elle permet de réduire de 30 - 40% à moins de 5% la mortalité chez les enfants traités !

• 2^{ÈME} RÉVOLUTION (ANNÉES 2000) :

Un système de dépistage précoce au sein des communautés, accompagné d'un traitement à domicile avec des pâtes nutritives prêtes à l'emploi, est mis en place pour les cas de malnutrition les moins graves (80%). Une avancée cruciale.

• 3^{ÈME} RÉVOLUTION (EN COURS) :

De plus en plus d'États mettent en place des politiques de traitement au niveau national, mais c'est encore insuffisant, puis que moins de 10% des enfants touchés la forme la plus grave de sous-nutrition, ont accès au traitement. La révolution en cours aujourd'hui : développer l'accès au traitement pour un plus grand nombre, en accompagnant le renforcement des structures locales. Un grand défi lancé par ACF pour les dix prochaines années !

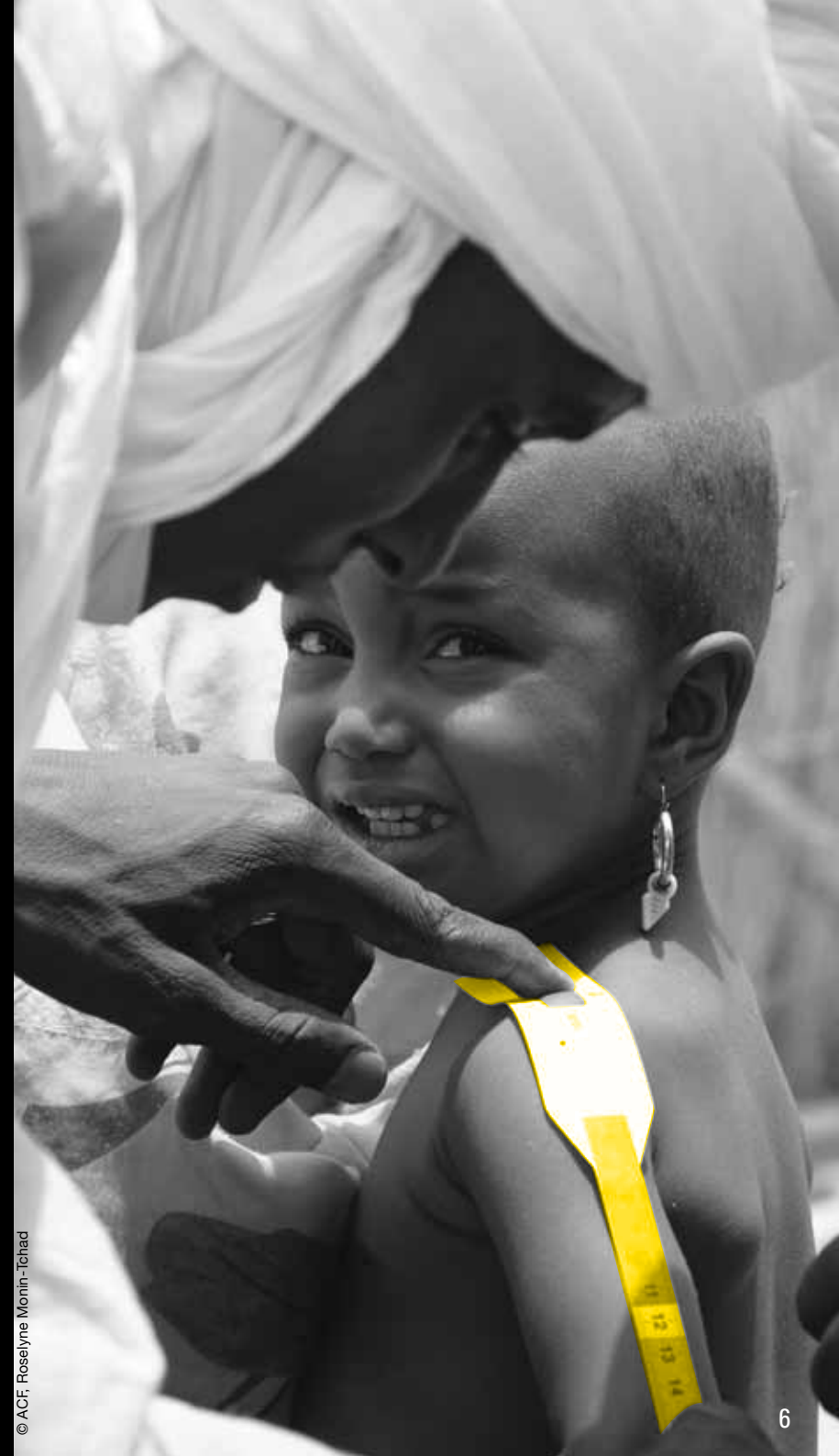
« AMAI » DROIT DEVANT !

En 2013, Action contre la Faim lance une campagne internationale, l'« AMAI ». Quesaco? L'AMAI (Acute Malnutrition Advocacy Initiative ou « Initiative de plaidoyer contre la malnutrition aiguë ») vise à faire reconnaître enfin, sur le plan international, la sous-nutrition aiguë (qui peut mener à la mort quand elle n'est pas soignée) comme une question de santé publique majeure, alors que son impact est encore largement sous-estimé, à la fois par rapport à d'autres formes de sous-nutrition (ex : sous-nutrition chronique) et d'autres maladies.

Cette mobilisation collective permettrait d'accélérer les progrès vers les OMD (Objectifs du millénaire pour le développement) n° 1 et 4 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim et réduire la mortalité infantile.

Les solutions existent. ALORS, OU EST LE PROBLÈME ?

Comment expliquer que chaque jour, autant d'enfants meurent sans que ces solutions soient mises en application ? La réponse à cette question est peut-être liée à la **perception de la sous-nutrition** : si chacun saisis l'horreur des décès causés par une catastrophe naturelle ou une épidémie, l'atrocité de la faim et de la sous nutrition au quotidien peut être plus difficile à imaginer, à ressentir... Comme le soulignait la revue médicale *The Lancet*, **si la sous-nutrition était une maladie comme la grippe H1N1, et s'il existait contre elle un vaccin, ce fléau retiendrait l'attention de toute la communauté internationale...**





CONCLUSION : À QUAND L'ACTION ?

UN AN APRÈS LE G20 DE CANNES, 2 CONSTATS :

- **DES OUTILS "LONGS À LA DÉTENTE"** : Les mécanismes et instances de lutte contre l'insécurité alimentaire et la hausse des prix initiés dans le cadre du G20 de 2011 (Forum de Réaction Rapide ; Système d'information sur les marchés agricoles) peinent à se mettre en place ou manquent de réactivité, alors même que la hausse actuelle des prix alimentaires rend urgente la maîtrise de la variabilité des cours mondiaux. Un constat décevant, alors que le G20 de 2011 avait adopté un "Plan d'action sur la volatilité des prix alimentaires et l'agriculture" ambitieux!
- **LA NUTRITION À LA TRAÎNE** : Aujourd'hui, on sait que l'impact nutritionnel des apports alimentaires (leur diversité, leur qualité) est essentiel pour garder des individus en bonne santé, au-delà de l'augmentation de la production agricole. Pourtant, il est encore trop peu pris en compte dans les politiques agricoles et de développement.
De même, les investissements directs en nutrition sont limités et insuffisants. Alors que la Banque Mondiale estime à 11,8 milliards de dollars US (9,2 milliards d'euros) la somme nécessaire annuellement pour prévenir et traiter la sous-nutrition aiguë, de 2005 à 2009 seuls 0,6% de ces 11,8 milliards ont été financés par l'aide publique au développement³.

Ceci alors même que les leaders mondiaux commencent à reconnaître que le fait de consacrer des fonds à la nutrition fait partie des investissements les plus rentables pour améliorer la santé maternelle et infantile, mais aussi stimuler le développement dans les pays pauvres ! (cf "la sous-nutrition à l'école" p 9)

Pour éviter que, chaque jour, 10 000 enfants et femmes meurent des conséquences de la sous-nutrition. Pour faire en sorte que la sous-nutrition cesse de grever le développement des individus comme celui des pays.

IL EST URGENT DE :

- ▶ **MAÎTRISER LA VOLATILITÉ DES PRIX**
- ▶ **RENFORCER LA RÉSILIENCE DES PLUS VULNÉRABLES AUX CHOCS**
- ▶ **PLACER LA NUTRITION AU COEUR DE TOUTES LES POLITIQUES AGRICOLES ET DE DÉVELOPPEMENT**
- ▶ **OEUVRER POUR L'ACCÈS DE TOUS AU TRAITEMENT DE LA SOUS-NUTRITION**

³ <http://www.actioncontrelafaim.org/fr/content/l-aide-la-nutrition-ou-en-est-0>



© ACF, Sadeque Rahman Saed - Bangladesh

FOCUS

LES FOYERS FACE À LA HAUSSE DES PRIX

Ce n'est pas la hausse des cours mondiaux qui affecte les populations vulnérables, mais la hausse sur les marchés locaux. Les deux peuvent être liées, notamment dans le cas des pays importateurs. Les variations des prix entraînent irrémédiablement une réduction du pouvoir d'achat, des dépenses alimentaires (qui, pour les populations les plus vulnérables des pays en développement, représentent 60 à 80%⁴ des revenus), un changement des habitudes alimentaires avec des impacts à court ou moyen termes sur le statut nutritionnel des personnes.

Ainsi en 2008 en Ethiopie, la flambée des prix due au contexte international comme à la sécheresse a conduit les ménages à remplacer les denrées de base par des denrées moins chères et de moins bonne qualité. Le maïs a été remplacé par du kocho, plante locale comportant moins de vitamines A et de protéines que le maïs.

« SORGHO » CONTRE CHAMEAU

L'augmentation des prix des céréales sur les marchés locaux a souvent une autre conséquence, par ricochet : la détérioration du revenu des éleveurs, causé par l'effondrement des termes de l'échange denrées agricoles/bétail. Ainsi en mars 2008 en Ethiopie dans la région Somali (sud est du pays), on obtenait presque moitié moins de sorgho pour la vente d'un chameau adulte qu'à la même période l'année précédente !

LES PLUS AFFAMÉS SONT CEUX QUI PRODUISENT LA NOURRITURE

Les petits exploitants représentent 80%⁵ des personnes sous-alimentées. Les raisons sont diverses : **manque de capital** permettant d'augmenter les rendements et de générer des surplus suffisants pour résister aux chocs, **remise en cause de systèmes économiques traditionnels** (mondialisation, industrialisation), **dépendance aux pluies et manque d'irrigation, accès limité à la terre** empêchant l'autosuffisance alimentaire...

Dans un contexte de volatilité des prix, il est essentiel de **renforcer l'agriculture familiale et de subsistance** permettant l'autonomie alimentaire et la sécurité nutritionnelle :

- **augmenter les capacités des populations à produire une alimentation nutritive pour leur propre consommation**, à travers des interventions et investissements visant spécifiquement l'impact nutritionnel. Cela peut se faire notamment en favorisant une plus grande variété de cultures chez les petits exploitants.
 - ▶ L'exemple d'un programme réussi :
 - 👁 <http://www.actioncontrelafaim.org/fr/content/les-jardins-de-la-sante-au-mali>
- **renforcer les mécanismes permettant aux agriculteurs de limiter leur dépendance aux marchés**
 - ▶ Le principe des banques de céréales :
 - 👁 <http://www.actioncontrelafaim.org/fr/content/les-banques-de-cereales>

⁴ FAO (2010), rapport "Développer des villes plus vertes", disponible sur : <http://www.fao.org/ag/agg/greencities/pdf/GGC-fr.pdf>

⁵ UNDP (2005), "Halving Hunger it can be done", disponible sur : http://www.unmillenniumproject.org/documents/HTF-SumVers_FINAL.pdf

LA SOUS-NUTRITION, FLÉAU MEURTRIER

La sous-nutrition résulte d'un déséquilibre entre les nutriments dont le corps humain a besoin et ceux qu'il reçoit ou utilise.

La sous-nutrition constitue l'un des **fléaux sanitaires mondiaux les plus graves**. Elle est en cause dans plus **d'1/3 des décès d'enfants de moins de cinq ans**. Cependant, on ne meurt pas toujours de la sous-nutrition. Celle-ci peut également agir plus insidieusement, rongant peu à peu les forces d'un individu et sa capacité à grandir sainement. **Ce qu'un corps bien nourri fait naturellement, un être malnutri le fait par un combat.**

La sous-nutrition affecte la croissance de l'enfant, son développement cognitif et physique, induisant des troubles de l'apprentissage.

Elle affaiblit aussi son système immunitaire, l'expose à de risques accrus de maladies chroniques...

Les enfants qui survivent à la sous-nutrition risquent ainsi de rester emprisonnés dans un cycle de maladies récurrentes et de problèmes de croissance, qui portent irréversiblement atteinte à leur développement (*voir encadré « La sous-nutrition à l'école »*).

LA SOUS-NUTRITION À L'ÉCOLE

Une étude menée au Zimbabwe⁴ a montré que les enfants en bas âge souffrant d'un retard de croissance commencent l'école 7 mois plus tard que les enfants en bonne santé et, du fait de leur handicap, perdent en moyenne 0,7 année de scolarité. Ces retards se traduisent par une diminution de leurs revenus de 12% à l'âge adulte.

Non seulement ils entravent le développement des individus, mais également celui des pays : le coût de la sous-nutrition peut amputer jusqu'à 3% du PIB des États !

UNE VIOLATION DU DROIT DE L'ENFANT

La sous-nutrition est une intolérable violation du droit de l'enfant à des conditions de vie lui permettant de se développer pleinement physiquement et mentalement. Ce droit est reconnu dans l'article 6, paragraphe 2 et l'article 24, paragraphe 2c de la Convention des Droits de l'Enfant.

Les États ont donc le devoir de mettre en place des systèmes sociaux garantissant un accès à la nourriture et la santé, permettant à chaque individu de recevoir les calories essentielles et la diversité alimentaire qui lui apporteront tous les micronutriments dont il a besoin.

LA SOUS NUTRITION : OÙ FRAPPE-T-ELLE ?

L'Afrique et l'Asie sont les continents les plus touchés par le fléau.

- **BONNE NOUVELLE** : La lutte contre la sous-nutrition infantile a fait des progrès ces dernières années dans le monde.
- **MAUVAISE NOUVELLE** : ces progrès ne sont pas suffisants pour atteindre les objectifs fixés par l'ONU : la réduction de moitié de la proportion d'enfants souffrant de malnutrition entre la fin des années 90 et 2015.

Ainsi, dans les pays en développement, les retards de croissance (rapport taille/âge) qui touchaient presque un enfant de moins de cinq ans sur deux (47,2%) en 1985, en touchent aujourd'hui moins d'un sur trois (29,9% en 2011)⁶.

Cependant, la croissance démographique joue contre cette tendance à la baisse : si la fréquence des retards de croissance sur la population enfantine africaine a reculé, le nombre absolu d'enfants touchés, lui, a augmenté, en raison de l'essor démographique.

La prévalence de l'insuffisance pondérale (rapport poids/âge), autre manifestation de la sous-nutrition, représente à présent 19,4% des enfants de moins de 5 ans dans le monde, contre 30,1% en 1985⁷. Ces progrès sont cependant bien inégaux : ainsi en Asie du Sud, aucune amélioration significative n'a été constatée entre 1995 et 2009 chez les enfants des ménages les plus pauvres. La prévalence de l'insuffisance pondérale dans les 20% de ménages les plus riches, elle, a diminué de près d'1/3⁸.

LA SOUS-
NUTRITION PEUT
AMPUTER JUSQU'À
3% DU PIB DES
ÉTATS !

L'INDE TRISTE CHAMPION DE LA SOUS-NUTRITION

48%, soit presque un sur deux : c'est le taux de retard de croissance relevé par l'OMS en 2010 chez les enfants de moins de cinq ans en Inde.

En raison de la taille du pays, ces données signifient en réalité que presque un enfant sous-nutri sur 3 dans le monde vit en Inde. Une situation qui cause la mort de 8,5 millions de personnes par an et coûte au pays 10 millions de dollars de productivité par an⁹.



© ACF, Inde

6/7 - Rapport 2012 du Lancet : [http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(12\)60647-3/abstract](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(12)60647-3/abstract)

8 - The Millennium Development Goals Report 2011

9 - Banque mondiale

CONTACTS PRESSE

CHRISTINA LIONNET

01 43 35 82 37

clionnet@actioncontrelafaim.org

@chrislionnet

JULIA BELUSA

01 43 35 82 22

jbelusa@actioncontrelafaim.org

@juliabelusa

URGENCES ET JOURS FÉRIÉS

06 70 01 58 43

